

Remplacement du mazout—Loi

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, on répond aujourd'hui aux questions nos 166, 258 et 259.

[Texte]

LE COMMANDEMENT MARITIME

Question n° 166—**M. Stackhouse:**

1. En a) 1980, b) 1981, c) 1982, d) 1983, quelles étaient les dépenses de défense consacrées au Commandement maritime?

2. Quelles sont les capacités actuelles de défense du Commandement maritime?

3. Quels sont les engagements officiels du Canada envers l'OTAN en ce qui concerne le Commandement maritime?

M. Robert Wenman (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): 1. Les sommes affectées aux forces navales pendant la période allant de l'année fiscale 1980-1981 à l'année fiscale 1983-1984 sont les suivantes:

1980-1981—\$1,221,495,000
1981-1982—\$1,144,034,000
1982-1983—\$1,010,260,000
1983-1984—\$1,259,081,000

2. Le Canada maintient des forces navales pouvant contribuer à la défense du Canada, à la défense de l'Amérique du Nord, à la défense collective des pays membres de l'OTAN, et à des missions internationales de maintien de la paix. Les principales unités de ces forces sont les suivantes: vingt-trois destroyers, trois sous-marins, trois navires de ravitaillement à la mer, un bâtiment de soutien des opérations de plongée, trois escadrons de patrouilleurs maritimes, deux escadrons d'hélicoptères de lutte anti-sous-marine et un escadron de reconnaissance aérienne à rayon d'action moyen.

3. Le Canada a fait savoir que toutes ces unités navales seraient mises à la disposition de l'OTAN en cas d'hostilités.

LE PROGRAMME DE PERMUTATION DES CADRES

Question n° 258—**M. Dingwall:**

1. Combien de fonctionnaires participent au programme de permutation des cadres et travaillent en Nouvelle-Écosse?

2. Quels sont les nom et adresse des compagnies où ils sont affectés dans chaque cas?

L'hon. Walter McLean (secrétaire d'État): La Commission de la Fonction publique m'informe comme suit:

1. Deux.

2. Centre international de développement des océans
Case postale 997
1583, rue Hollis
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 2X2

Université technique de la Nouvelle-Écosse
Case postale 1000
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 2X4

LES RÉSIDENTS DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE PARTICIPANT AU PROGRAMME DE PERMUTATION DES CADRES

Question n° 259—**M. Dingwall:**

1. Combien de cadres du secteur privé résidents de la Nouvelle-Écosse participent au programme de permutation des cadres?

2. A quels ministères travaillent-ils et quelle est la durée du contrat dans chaque cas?

L'hon. Walter McLean (secrétaire d'État): La Commission de la Fonction publique m'informe comme suit:

1. Deux.

2. Les deux sont présentement en affectation avec le ministère des Affaires extérieures pour une durée de deux ans.

[Traduction]

M. Lewis: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

M. le Président: On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire. Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR L'ÉCONOMIE DE PÉTROLE ET LE REMPLACEMENT DU MAZOUT

LA LOI SUR LE PROGRAMME D'ISOLATION THERMIQUE DES RÉSIDENCES CANADIENNES

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 14 mars, de la motion de M. Wise (au nom de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Que le projet de loi C-24, tendant à modifier la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout et la Loi sur le programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. le Président: Je suis prêt à me prononcer sur la question qui a été soulevée hier, mais le député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier) a exprimé le désir de faire quelques observations.